



Assemblée générale

Distr. générale
25 mai 2000
Français
Original: anglais

Comité préparatoire de la Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental

Reprise de la session d'organisation

30 mai 2000

Points 3 et 4 de l'ordre du jour provisoire*

Consultations du Bureau du Comité préparatoire avec toutes les parties prenantes concernées sur les modalités de leur participation, notamment en ce qui concerne la création éventuelle d'une équipe de travail conjointe, à la fois aux préparatifs de la Réunion internationale de haut niveau et à la Réunion elle-même

Processus préparatoire de fond et préparatifs de la Réunion internationale de haut niveau

Processus préparatoire de fond et préparatifs de la Réunion internationale de haut niveau

Deuxième rapport du Bureau du Comité préparatoire

1. Le rapport que le Bureau du Comité préparatoire de la Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement, présenté à la session d'organisation du Comité qui s'est ouverte le 27 mars 2000 (A/AC.257/6), offrait quelques idées de départ sur les modalités de la participation à la concertation de toutes les parties prenantes concernées. Il y était dit cependant qu'il serait impossible de couvrir tous les aspects de cette concertation dans le peu de temps qui restait entre la fin de la première session d'organisation et le début de sa reprise.

2. Cela étant, il a été décidé, sur la base du projet de résolution du Comité préparatoire recommandé le

31 mars 2000 (A/AC.257/L.1/Rev. 1), que le Bureau poursuivrait des consultations intensives avec les parties prenantes institutionnelles visées au paragraphe 11 e) i) de la résolution 54/196 de l'Assemblée, à propos des modalités de leur participation, et qu'il rendrait compte aussitôt de ses résultats au Comité.

Banque mondiale

3. Le Comité préparatoire a retenu certaines propositions concernant les modalités d'une participation à trois niveaux de la Banque mondiale à la concertation sur le financement du développement. Dans son projet de résolution, il a cependant prié le Bureau d'obtenir

* A/AC.257/3/Rev.1.



des éclaircissements sur certains aspects de cette participation et de faire savoir à la Banque mondiale qu'il souhaitait qu'elle participe activement à ses propres travaux. Il y a donc eu échange de lettres entre les Coprésidents et le Directeur général de la Banque mondiale (annexe I).

Fonds monétaire international

4. Dans son rapport précédent, le Bureau indiquait qu'il poursuivait assidûment ses consultations avec le Fonds monétaire international (FMI) et que le Directeur général par intérim de celui-ci avait informé les Coprésidents qu'il consultait son conseil d'administration sur la question et sur l'éventualité d'une rencontre entre le Conseil d'administration et le Bureau.

5. Les deux Coprésidents se sont ensuite rendus à Washington, D.C., le 4 mai pour participer à un déjeuner de travail organisé par le Sous-Directeur du Fonds, M. Eduardo Aninat. Cette rencontre s'est elle aussi révélée très utile et fort constructive et le Sous-Directeur a promis de tout faire pour que la question soit portée à l'attention de son conseil d'administration et qu'une rencontre Conseil-Bureau soit organisée dans les meilleurs délais. Les Coprésidents ont également rendu une visite de courtoisie au nouveau Directeur général du FMI, M. Horst Köhler, au cours de laquelle celui-ci a exprimé l'intérêt qu'il portait à la concertation sur le financement du développement et l'espoir d'engager le Fonds dans des relations de travail plus étroites encore avec l'ensemble des Nations Unies, surtout dans le domaine de la coopération pour le développement.

6. Pourtant, il n'a pas encore été possible de ménager la rencontre envisagée entre le Bureau et le Conseil d'administration du FMI, qui permettrait d'étudier les modalités éventuelles de la participation du Fonds au processus de financement du développement. Le Bureau a appris que cela tenait essentiellement à l'encombrement de l'agenda du Fonds, qui avait dû absorber récemment le surcroît de travail lié aux réunions du printemps et à la prise de fonctions du nouveau Directeur général.

Organisation mondiale du commerce

7. Les membres du Bureau se sont rendus à Genève le 17 mai 2000 pour participer au siège de l'Orga-

nisation mondiale du commerce (OMC) à une réunion informelle avec des représentants permanents des États membres auprès de celle-ci et des hauts fonctionnaires de son secrétariat. Cette rencontre de trois heures, présidée par Kare Bryn, Ambassadeur de Norvège, Président du Conseil général de l'OMC, réunissait plus d'une centaine de missions d'États membres à Genève. Le dialogue et les échanges se sont déroulés dans une atmosphère amicale, ouverte et empreinte de franchise et ont été unanimement qualifiés de fort utiles et tout à fait productifs, en ce qu'ils avaient permis de mieux appréhender les points de vue de chaque partie prenante. Beaucoup de représentants de l'OMC ont exprimé non seulement un intérêt très vif pour l'initiative prise par l'ONU en matière de financement du développement mais aussi la certitude que la concertation sur cette question apporterait de nombreuses contributions positives aux prochains travaux sur les diverses questions dont l'OMC était saisie.

8. Pour ce qui est de la question particulière des modalités de la participation de l'OMC à la concertation sur le financement du développement à l'échelon intergouvernemental, la plupart des intervenants estimaient que la question méritait d'être étudiée davantage par les membres de l'OMC, eu égard notamment au caractère contractuel *sui generis* de cette institution. Il a été proposé de référer la question au Comité du commerce et du développement de l'OMC, qui rendra compte de ses conclusions ou de ses recommandations au Conseil général. Quelle que soit la modalité retenue, les délégations de l'OMC devraient très certainement suivre de près la concertation sur le financement du développement et les relations avec les activités entreprises par l'ONU à ce titre devraient prendre la forme d'un mécanisme à double sens renforçant mutuellement les deux institutions.

9. Le secrétariat de l'OMC s'est dit décidé à participer à la concertation; en attendant que l'on s'entende sur les modalités de cette participation, il procéderait à la constitution de l'équipe de fonctionnaires qui participerait aux futures sessions du Comité préparatoire. Bien que des considérations financières l'empêchent de détacher du personnel à plein temps auprès du secrétariat de coordination de New York, il avait le désir et la volonté de rester en relations suivies avec celui-ci à cette fin.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Forme, lieu, dates, durée et structure de la manifestation finale

10. Pendant son séjour à Genève, le Bureau a eu l'occasion de procéder le 19 mai à un échange de vues approfondi avec le Président et d'autres membres du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), à propos de ce que pourrait faire celle-ci pour faciliter et renforcer la concertation sur le financement du développement. Le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et d'autres hauts fonctionnaires de la CNUCED participaient à cette rencontre. On y a fait valoir l'importance que jouait la CNUCED en aidant les pays en développement à se préparer à la concertation et en organisant les consultations qui devaient se tenir à l'échelon régional.

Autres parties prenantes

11. À Genève également, le Bureau a rencontré un groupe de hauts fonctionnaires de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Ceux-ci se sont montrés désireux de suivre de près l'évolution de la concertation sur le financement du développement et disposés à fournir toute information ou tout concours dont le Comité préparatoire pourrait avoir besoin.

12. Conformément à ce qu'avait décidé le Comité préparatoire lors de la reprise de sa session d'organisation le 31 mars, les organisations non gouvernementales qui ne sont pas déjà dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont commencé à s'inscrire le 3 avril. Leurs demandes seront communiquées par le Bureau au Comité préparatoire quand elles auront été reçues en nombre suffisant et qu'elles auront été examinées par le secrétariat de coordination.

13. Le Comité préparatoire a également demandé au Bureau de lui faire connaître les propositions et recommandations éventuelles concernant d'autres modalités de participation du secteur privé. Le secrétariat de coordination a également commencé à classer les différents types de parties prenantes privées et à en dresser la liste, afin d'organiser les « auditions » qui auront lieu durant le dernier trimestre de cette année. Le Bureau se propose d'examiner, en temps voulu, d'autres modalités possibles de participation du secteur privé au processus préparatoire de la réunion de haut niveau sur le financement du développement.

14. Le Comité préparatoire, dans son projet de résolution A/AC.257/L.1/Rev.1, au paragraphe 5, a prié le Bureau de lui soumettre, à la reprise de sa session d'organisation, des propositions et recommandations concernant la forme, le lieu, les dates, la durée et la structure de la manifestation finale et le programme de travail du Comité préparatoire (ce qui correspond aux alinéas a), b), c) et g) du paragraphe 11 de la résolution 54/196 de l'Assemblée générale).

Forme de la manifestation finale

15. Le rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement¹ précise, aux alinéas a) et b) du paragraphe 20, que la manifestation devrait consister en une réunion de haut niveau à l'échelon intergouvernemental des décideurs, au moins au niveau ministériel, et qu'elle devrait avoir un ordre du jour qui attire l'attention de différents ministères et directions au niveau national, par exemple les ministères des finances, du commerce, du développement et des affaires étrangères. À l'alinéa f) du paragraphe 20 du même rapport, il est indiqué que la manifestation pourrait être autonome et reliée à l'Assemblée. Sur cette question, de nombreuses délégations ont indiqué qu'à leur avis, pour que la manifestation finale ait le statut souhaité, la visibilité politique voulue, elle devrait être une conférence internationale autonome, convoquée par les Nations Unies.

Lieu

16. S'agissant des divers lieux possibles, le Coprésident, au nom du Comité préparatoire, a adressé à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies une lettre par laquelle il cherche à connaître leurs vues et propositions sur la question. Une seule réponse a été reçue jusqu'à présent, celle du Représentant permanent du Kenya, en date du 1er mai 2000 (annexe II), dans laquelle il fait observer que le Kenya est le seul pays en développement où se trouve un office des Nations Unies et estime donc qu'il serait tout à fait indiqué que la Réunion de haut niveau ait lieu à Nairobi; il ajoute qu'il serait reconnaissant que le Comité préparatoire examine la possibilité de retenir l'Office des Nations Unies à Nairobi comme lieu possible de la conférence.

Dates

17. Bien que la question de la date de la manifestation finale soit bien entendu étroitement liée à celle du lieu de la réunion, le Bureau souhaite faire observer que si, comme le demande l'Assemblée générale, la manifestation finale doit avoir lieu en 2001, cela devrait être avant la fin du premier semestre. Après juin, en effet, le calendrier des activités des Nations Unies est très chargé.

Durée

18. S'agissant de la durée de la réunion, le rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement recommande, aux alinéas f) et g) du paragraphe 20 de son rapport, que la manifestation comprenne un débat de haut niveau de trois ou quatre jours et que ce débat soit précédé par une phase préparatoire efficace et participative. Si la phase préparatoire, qui pourrait être une réunion de hauts fonctionnaires, durerait cinq jours, il faudrait prévoir au total huit ou neuf jours de réunions.

Structure

19. Le Bureau a également recommandé dans son premier rapport (A/AC.257/6), sur la base des recommandations du Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement, et sur la base des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, que la manifestation finale soit une réunion d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle seraient invités les États observateurs (par. 4) et que les décisions qui seront prises par la manifestation de haut niveau et par le Comité préparatoire soient des décisions des États (ibid.). Ce nonobstant, le Bureau recommande aussi que l'on continue à imaginer des moyens de s'assurer, comme l'a également recommandé le Groupe de travail spécial à composition non limitée, que la manifestation finale aussi bien que le processus préparatoire impliquent la participation de toutes les parties prenantes pertinentes et il estime que la manifestation et le processus préparatoire devraient être mis sur le devant de la scène au niveau du public et des médias et l'opinion devrait y être sensibilisée.

Programme de travail du Comité préparatoire

20. Le Comité préparatoire a déjà décidé de tenir sa deuxième session de fond, d'une durée de deux semaines, au premier trimestre de 2001, et sa troisième, d'une durée de deux semaines également, au deuxième trimestre de 2001, au Siège de l'ONU. Il a décidé aussi de tenir des réunions préparatoires régionales et des « auditions » avec le secteur privé et avec la communauté des ONG, au second semestre de 2000, ce qui devrait contribuer à une bonne préparation d'ensemble de la manifestation finale.

21. Les dates définitives de ces diverses réunions n'ont pas encore été fixées, mais on s'occupe de ces questions, en particulier dans le secrétariat de coordination. Le Secrétaire général présentera séparément une note au Comité préparatoire sur ce point, notamment sur les premières dispositions à prendre pour préparer la documentation de fond qui sera soumise aux sessions que le Comité préparatoire tiendra en 2001.

Établissement d'un ordre du jour plus précis

22. Le Comité préparatoire, au paragraphe 6 de son projet de résolution, a prié en outre le Bureau de prendre des dispositions en vue des consultations officielles à composition non limitée sur l'alinéa d) du paragraphe 11 de la résolution 54/196 de l'Assemblée générale (« établissement d'un ordre du jour plus précis »), avant la convocation de la session de fond. Ces consultations ont eu lieu du 10 au 12 mai et, après un riche débat au cours duquel les délégations ont pu exprimer leur avis sur la question, un « facilitateur » a été désigné pour poursuivre ce travail, dans le cadre de consultations informelles. Le rapport de ce facilitateur, M. Mauricio Escanero (Mexique), sera directement présenté au Comité préparatoire à sa session d'organisation, et le Bureau recommande que l'établissement d'un ordre du jour plus précis et l'obtention d'un accord sur celui-ci soient menés à bien durant la première session de fond, qui commencera le 31 mai 2000.

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 28 (A/54/28).

Annex I**Interchange of letters between the Co-Chairman of the Preparatory Committee and the Managing Director of the World Bank****PREPARATORY COMMITTEE FOR THE HIGH-LEVEL INTERNATIONAL INTERGOVERNMENTAL EVENT ON FINANCING FOR DEVELOPMENT**

c/o Executive Coordinator, Room DC2-2386, United Nations, NY 10017
 Tel: 212-963-2587 • Fax: (212) 963-0443 • e-mail: ffd@un.org

7 April 2000

Dear Mr. ~~Sandström~~, *Sven*,

I have the honour to enclose the text of the decision adopted by the Preparatory Committee last Friday 31 March. As you can see, the PrepCom welcomed the report presented by the Bureau on modalities for participation of relevant stakeholders in the Financing for Development process and approved the main proposals and recommendations contained in the report, including those relating to the participation of the World Bank as discussed with you and the Executive Board at our meetings on 15 March and referred to in the notes prepared by you and copied in the Bureau's own report.

With regard to the "three-tier consultative intergovernmental mechanism" and in view of the structural differences between our organizations, the Preparatory Committee requested us to seek further clarification on the nature and operationalization of tier (c), that is, the consultations that would take place between the Bureau and a senior-level Bank team to be designated from the Bank management and Staff. The Preparatory Committee understands that this modality of consultations is intended to be a complement and auxiliary support to the first official modality (direct Bureau to Board consultations) in order to "ensure regular and full collaboration, in recognition of the need to maintain a close ongoing relationship". We also understand that this senior-level Bank team would be fully empowered and mandated to act on behalf of the Bank's Executive Board and that it would be distinct and separate from the Bank staff team seconded to work with the coordinating secretariat.

The Preparatory Committee also asked us to convey to you its desire that the World Bank participate actively in the proceedings of the Preparatory Committee, to reinforce the impact of the cooperation envisaged under the proposed modalities. In this regard, Mr. Amar Battacharya's participation in last week's session was most productive and appreciated by the Committee.

With renewed thanks for your interest in this matter,

Yours sincerely,



Jørgen Bøjer

Mr. Sven Sandström
 Managing Director
 World Bank

Vice-Chairpersons

H.E. Mr. Jørgen Bøjer
 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
 Permanent Mission of Denmark to the United Nations
 885 Second Avenue, 18th Floor
 New York, N.Y. 10017

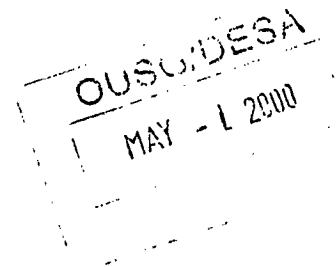
H.E. Mr. Asda Jayanama
 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
 Permanent Mission of Thailand to the United Nations
 351 East 52nd Street
 New York, N.Y. 10022

The World Bank
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

SVEN SANDSTRÖM
Managing Director

April 19, 2000

H.E. Jørgen Bøjer
Ambassador and Co-Chair
Preparatory Committee for the High-Level
International Intergovernmental Event on
Financing for Development
c/o Executive Coordinator
Room DC2-2386
United Nations
New York, 10017



By fax: (212) 963-1010

Dear Ambassador Bøjer,

Thank you for your letter of April 7, 2000, advising that the Preparatory Committee approved the main proposals and recommendations of the Bureau's report relating to the World Bank, based on the discussions last month in Washington.

You asked for further clarification on the role of the Bank's high-level team and its interactions with the Bureau. I would like to confirm that this modality of consultation is indeed intended to complement the direct Board-to-Bureau consultations in order to ensure regular and full collaboration with the Bureau. This team will be fully empowered and mandated by the Bank's Board and Management to carry out these discussions on the Bank's behalf.

I am pleased to inform you that Mr. Mats Karlsson, Vice President of U.N. Affairs, will be the focal point for the ongoing high-level consultations with the Bureau. We also welcome your invitation to participate actively in the Preparatory Committee, and see it as a key element in ensuring close collaboration and fostering ownership. Mr. Karlsson (or his designate) will represent the Bank at the three proposed sessions of the Preparatory Committee.

As is our normal practice, Mr. Karlsson will consult with the Board and its members as needed during the process. He will also draw on senior managers throughout the Bank, especially the Vice Presidencies for Poverty Reduction and Economic Management, Development Economics, Operational Policy, and Resource Mobilization.

H.E. Jørgen Bøjer

-2-

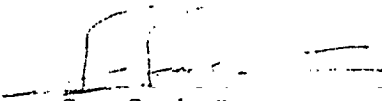
April 19, 2000

I am also pleased to inform you that the Bank is appointing Mr. Enrique Rueda-Sabater as the senior representative of the Bank for day-to-day interaction with the secretariat that has been established for the high-level event. Mr. Rueda-Sabater has broad-based policy and operational experience in development finance and other key areas of relevance for the event. He will play the lead role in organizing the substantive work and input from the Bank and in representing the Bank's views in the regional and issues-based discussions that may be organized related to the event. He will also be able to provide the Bank's views on the substantive issues and agenda as needed during your informal discussions.

I trust that these arrangements will be acceptable to the Bureau and will provide the basis for us to move concretely forward.

With best regards,

Sincerely yours,



Sven Sandström

cc: H.E. Asda Jayanama, Co-Chair, Preparatory
Committee
Mr. Andrei Bugrov, Dean, World Bank Board
of Executive Directors

Annex II

Reply from the Permanent Representative of Kenya to the United Nations regarding the venue of the high-level event

TELEPHONE (212) 421-4740
FAX NO (212) 466-1985
TELEGRAMS KENYAREP
NEW YORK



PERMANENT MISSION OF KENYA
TO THE UNITED NATIONS
666 UNITED NATIONS PLAZA, ROOM 486
NEW YORK, N.Y. 10017

REF. NO. KMUN/ECO/DVP/10

NO. 347/2000

1 May, 2000

Excellency

RE: PRELIMINARY DATA AND INFORMATION ON HOSTING A HIGH LEVEL INTER-GOVERNMENTAL EVENT ON FINANCING FOR DEVELOPMENT IN THE YEAR 2001

I acknowledge with thanks receipt of your letter dated 11 April, 2000 seeking views or proposals including possibilities for offers to host the high level Inter-Governmental Event on Financing for Development in the year 2001.

Kenya, as you are well aware, hosts the only U.N. Centre in the developing world. The subject itself is of great concern to developing countries. We feel that it would be most appropriate for the High Level Conference to be held in Nairobi. While we continue with our consultation on the matter, especially with regard to costs and other logistics, we would be grateful if the United Nations Centre in Nairobi, Kenya was considered as a venue for the Conference in 2001.

Yours *Sincerely,*


F.M. Kwindwa, EGH, EBS
Ambassador/Permanent Representative

H.E. Ambassador Asda Jayanama
Permanent Representative of Thailand
to the United Nations
Co-Chairperson of Preparatory Committee on
Financing for Development
351 East 52nd Street
NEW YORK, NY 10022